

« La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David le 15 septembre 2001 »

par Chérif Abdedaïm

Nous reproduisons dans nos colonnes l'interview que Thierry Meyssan a accordé à nos confrères du quotidien Algérien La Nouvelle République. Alors qu'en Occident les journalistes s'empressent de relayer la propagande de guerre contre la Syrie, une autre interprétation des événements se fait jour dans les pays dont la presse n'est pas tenue de s'aligner sur la ligne éditoriale impériale.

RÉSEAU VOLTAIRE | 27 DÉCEMBRE 2011

ENGLISH ITALIANO



La Nouvelle République : *Vous étiez en Syrie. Quel constat avez-vous fait ? La réalité du terrain reflète-t-elle les propos avancés par les médias occidentaux concernant les manifestations massives, les tirs à balles réelles qui ont fait au moins 5 000 morts, la constitution d'une « armée syrienne libre »*

déjà forte de 1 500 hommes et ce début de « guerre civile » avec notamment 1,5 million de Syriens pris au piège qui souffriraient de la faim ?

Thierry Meyssan : Une expression française affirme que « lorsqu'on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage ». En l'occurrence, lorsque les puissances occidentales veulent envahir un État, leurs médias disent que c'est une dictature barbare, que leurs armées peuvent protéger les civils et qu'elles doivent renverser le régime et apporter la démocratie. La vérité, nous l'avons vue en Irak et en Libye : les puissances coloniales ne se préoccupent aucunement du sort des populations, elles dévastent le pays et le pillent. Il n'y a jamais eu de manifestations de masse contre le régime syrien, et par conséquent, il n'a pas été possible de les réprimer à balles réelles. Il y a eu au cours des derniers mois environ 1 500 morts, mais pas du tout dans les circonstances décrites. Il y a bien une « armée syrienne libre », mais elle est basée en Turquie et au Liban, et ne compte au grand maximum que quelques centaines de soldats que l'on exhibe devant les caméras. Enfin, la Syrie est autosuffisante au plan alimentaire et, malgré les difficultés de distribution, il n'y a aucun problème de pénurie. La version des médias occidentaux est une pure fiction. La vérité sur place, c'est que les Occidentaux livrent une guerre non conventionnelle contre la Syrie. Ils ont envoyé des combattants arabes et pachtounes, recrutés par le prince saoudien Bandar bin Sultan et encadrés par les forces spéciales françaises et allemandes. Ces combattants ont d'abord tenté de proclamer des émirats islamiques, puis ils ont organisé de vastes embuscades contre les convois militaires syriens. Aujourd'hui, ils sont commandés par un émir d'Al-Qaïda, le Libyen Abdelhakim Belhaj. Ils ont renoncé aux grandes opérations et mènent des actions commando au cœur des villes pour y semer la terreur en espérant provoquer une guerre civile confessionnelle. Leur dernier fait d'armes est ce double attentat à Damas.

La Nouvelle République : *Dans l'un de vos articles, vous vous posez la question sur les accusations avancées par l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres, que des institutions comme le Haut Commissariat des droits de l'homme de l'ONU*

reprennent sans les vérifier. D'après-vous, à quel jeu se prêtent les instances onusiennes ?

Thierry Meyssan : L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a surgi soudainement sur la scène médiatique. Cette association n'a aucun passé dont elle puisse se prévaloir et seul un de ses membres est connu. C'est un cadre des Frères musulmans syriens, disposant de trois passeports, syrien, britannique et suédois. Ce monsieur annonce chaque jour le nombre de « victimes de la répression », sans étayer ses dires. Ses affirmations sont invérifiables et donc sans valeur. Elles sont pourtant reprises par tous ceux que cela arrange. La Haut commissaire aux droits de l'homme a désigné trois commissaires pour enquêter sur les événements en Syrie. Leur mission outrepassé les compétences de l'ONU, qui prévoient des inspections régulières que la Syrie reçoit conformément aux traités. Comme dans l'affaire Hariri, les Nations unies partent du principe que les autorités locales (libanaises ou syriennes) sont incapables ou malhonnêtes et qu'il faut leur substituer des enquêteurs étrangers. Dans ces conditions, elles ne peuvent pas exiger raisonnablement la coopération des autorités locales. Elles ont donc travaillé depuis la Suisse et la Turquie. La désignation des trois commissaires n'offre aucune garantie d'impartialité. Ils sont tous trois ressortissants d'État qui militent pour l'intervention militaire contre la Syrie. Leur méthode n'est pas plus acceptable : sous la pression de la commissaire turque, qui est une militante engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes, la commission a considéré que les témoignages à charge n'avaient pas besoin d'être recoupés et vérifiés : ce serait aux accusés de faire la preuve de leur innocence lorsqu'on les défèrera devant un tribunal. Cette procédure inquisitoriale permet d'accuser n'importe qui de n'importe quoi, mais ne démontre rien du tout. Les enquêteurs ont entendu plus de 200 personnes qui disent disposer d'informations et affirment parfois avoir été témoins, voire victimes d'exactions. Conformément à la procédure, le nom des témoins reste secret à ce stade de l'enquête. Mais contrairement à la procédure, les noms des victimes sont également secrets. La Haut commissaire affirme doctement qu'il y a plus de 5 000 victimes de la répression, mais elle n'avance que

deux noms. Pas de chance, ces deux cas, qui ont été largement médiatisés par Al Jazeera, ont fait l'objet de multiples investigations. Le premier correspond à un enfant tué dans la rue par des tireurs inconnus en voiture ; le second est un adolescent qui a été recruté par une bande armée pour participer à l'attaque d'une résidence militaire et qui est mort la kalachnikov à la main. Cela n'a rien à voir avec une répression de manifestation pacifique. Nous attendons donc de la Haut commissaire qu'elle publie le nom des victimes pour que nous puissions vérifier le bien-fondé de ses accusations. De nombreuses instances de l'ONU ont perdu leur crédibilité. En premier lieu, on ne devrait pas accepter de confier des responsabilités à des experts qui n'ont pas le statut de fonctionnaires internationaux, mais sont des fonctionnaires nationaux détachés par leurs États. On ne devrait pas pouvoir agir au nom de l'ONU si l'on reste tenu d'obéir à sa hiérarchie nationale.

La Nouvelle République : *En Syrie comme en Libye, certains observateurs avancent que les rebelles sont en fait des escadrons de la mort, des mercenaires étrangers. Quel constat avez-vous fait à ce propos ?*

Thierry Meyssan : Dans les deux cas, il y a des nationaux qui participent à la lutte armée, mais ils sont minoritaires par rapport aux combattants étrangers. En Libye, des groupes issus de tribus précises se sont joints aux mercenaires étrangers pour la sécession de la Cyrénaïque. Mais ils ont refusé d'aller se battre en Tripolitaine pour renverser Kadhafi. Il a fallu déployer les troupes d'Al-Qaïda, puis faire débarquer 5 000 commandos incorporés dans l'armée régulière du Qatar pour mener les combats au sol. Dans les derniers jours de la Jamahiriya, la tribu des Misrata a rejoint l'Otan et elle est entrée dans Tripoli lorsque les bombardements et la bataille au sol ont cessé. Les seuls Libyens qui se sont battus de bout en bout contre le régime sont ceux d'Al Qaida et un groupe de soldats qui avaient fait défection avec le général Abdel Fatah Younes. Or, le général Younes avait été chargé dans le passé par le colonel Kadhafi de réprimer la rébellion d'Al-Qaïda. C'est pourquoi ses alliés d'Al-Qaïda l'ont assassiné pour se venger dès qu'ils ont pu se passer de lui. En Syrie, il y a des insurgés, ce sont des Frères

musulmans et des takfiristes. Il y a surtout des combattants étrangers qui recrutent des voyous et les payent grassement pour tuer leurs concitoyens. Le problème de l'Otan, c'est que, à la différence de la Libye, la Syrie est une nation historique. Il n'y a pas de fracture régionale comme entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. La seule division possible est sur une base confessionnelle, mais elle ne fonctionne pas pour le moment, bien que l'on ait assisté à quelques affrontements de ce type à Banyias et à Homs. L'arrivée officielle des Libyens pour installer un quartier général en Turquie et intégrer des déserteurs syriens dans le dispositif parachève le tout.

La Nouvelle République : *Le Conseil national syrien s'est formé sous l'égide de la France à Paris. Quelle lecture peut-on faire de cet événement ? La France va-t-elle prendre les devants de la scène comme en Libye avec notamment son « émissaire » BHL, ou opter pour une autre stratégie ?*

Thierry Meyssan : D'abord, chacun voit bien que les institutions françaises sont en partie pilotées par des personnalités illégitimes, comme Bernard Henry Levy, qui exercent des responsabilités sans droit, ni titre. Ensuite, certains élus, comme le président Sarkozy, ne servent pas les intérêts nationaux, mais ceux du système impérial US. Sous leur autorité, la France s'est déjà engagée dans un conflit en Côte d'Ivoire qui servait les intérêts de quelques multinationales françaises, puis elle s'est engagée en Libye de manière à étendre à l'Afrique du Nord le projet néo-conservateur de remodelage du « Moyen-Orient élargi ». La France n'a plus de contentieux avec la Syrie, ainsi que l'a montré la réception du président Al-Assad à Paris, lors du sommet de la Méditerranée. À la rigueur, on pourrait considérer que le vieux conflit des années 80 (notamment l'assassinat de l'ambassadeur français à Beyrouth) est passé par pertes et profits sans avoir été soldé, et l'on pourrait le réactiver. Mais je ne suis pas sûr du tout que, dans cette affaire, les torts français ne soient pas plus importants que ceux des Syriens. Bref, Paris n'a aucune raison d'attaquer Damas. Nous savons tous que la vraie question est ailleurs : la domination et l'exploitation de cette région dépendent de l'alliance des États-Unis et d'Israël d'une part, avec la Turquie et les monarchies pétrolières d'autre part.

Cette alliance se heurte à un axe de résistance comprenant le Hamas, le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran, appuyés par la Russie et la Chine. Au plan régional, deux pôles se sont formés, l'un est exclusivement sunnite, l'autre est multiconfessionnel (et non pas chiite comme le prétendent les néo-conservateurs pour imposer la fitna). La France est devenue le « proxy » des États-Unis. Elle peut à tout moment entrer en guerre contre la Syrie. Cependant, elle n'en a pas la capacité seule, ni même avec la Grande-Bretagne. Et le sommet du 2 décembre qui devait instituer une alliance à trois avec l'Allemagne a été annulé faute d'accord au plan financier. En pleine crise de l'euro, les Européens n'ont pas les moyens de leur impérialisme.

La Nouvelle République : *La Ligue arabe a décidé, dans une mesure inattendue, de suspendre la Syrie de toutes ses institutions, et ce, avant même que n'expire le délai de 15 jours accordé à la direction syrienne pour mettre en œuvre le plan arabe de règlement de la crise. Quelle lecture pourrait-on faire de cette décision contraire aux statuts de la Ligue qui exige l'unanimité moins un vote pour ce type de mesure ?*

Thierry Meyssan : Les organisations internationales, que ce soit la Ligue arabe ou l'ONU, n'appartiennent pas aux États qui les forment, mais à ceux qui les financent. La Ligue est devenue un jouet aux mains des monarchies pétrolières. Des gens qui n'ont pas même de Constitution chez eux ne pensent pas à respecter les statuts des organisations qu'ils ont achetées. Au-delà de ce constat, la décision prise par la Ligue d'assiéger économiquement la Syrie ne sont pas des « sanctions » pour une faute commise, mais le début d'une guerre conventionnelle.

La Nouvelle République : *Le même scénario se dessine comme celui constaté en Libye. Allons-nous assister aux mêmes péripéties en Syrie, où le contexte est différent, ou allons-nous assister à une autre situation ?*

Thierry Meyssan : Le contexte et les protagonistes sont différents. La Libye était un État isolé. Le colonel Kadhafi a soulevé beaucoup d'espoir et a beaucoup déçu. Il était anti-impérialiste, mais multipliait les arrangements secrets avec Washington et

Tel-Aviv. Il a été l'allié de tous et a négligé, voire trahi chacun. Son pays n'avait pas de diplomatie, ni de politique d'alliance, hormis celle de ses investissements pour le développement de l'Afrique. La Libye s'est donc trouvée isolée face à l'Otan. Au contraire, la Syrie est une vieille nation qui a toujours cultivé ses alliances, y compris dans son choix de résistance aux côtés des Palestiniens, des Libanais, des Irakiens et des Iraniens. Sa diplomatie est si forte qu'elle a pu obtenir en quelques jours le double veto russe et chinois au Conseil de sécurité. Toute guerre contre la Syrie est appelée à s'étendre à l'ensemble de la région, voire à dégénérer en guerre mondiale si l'Iran ou la Russie interviennent directement. En outre, les Libyens sont 5 millions quand les Syriens sont 23 millions. La Libye n'avait d'autre expérience militaire que la guerre du Tchad, quand la Syrie est habituée à vivre depuis 60 ans dans une région en guerre permanente. Les experts du lobby pro-guerre à Washington affirment que l'armée syrienne est mal équipée et mal entraînée. Ils promettent qu'une intervention internationale sera une promenade de santé. C'est amusant car les mêmes experts affirmaient en 2006 qu'Israël devait éviter une nouvelle guerre avec la Syrie ; parce qu'elle serait trop dangereuse.

La Nouvelle République : *Certains avancent que ce qui se passe en Syrie n'est que le prolongement de ces « révolutions arabes », alors que la Syrie figure depuis l'ère Bush sur l'agenda américain, selon les déclarations du général Wesley Clark ; d'après-vous, quelle échappatoire pour Bachar Al-Assad pour déjouer cette conspiration ?*

Thierry Meyssan : Comme vous le rappelez, la décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David, le 15 septembre 2001, juste après les attentats de New York et Washington. L'administration Bush avait planifié une série de guerre : Afghanistan et Irak, Libye et Syrie, Soudan et Somalie, pour finir par l'Iran. En 2003, juste après la chute de Bagdad, le Congrès a adopté le Syrian Accountability Act qui ordonne au président des États-Unis d'entrer en guerre dès que possible contre la Syrie. Ce que le président Bush n'a pas eu le temps de faire incombe désormais à son successeur Barack Obama. Le général Wesley Clark a révélé cette stratégie il y a plusieurs années déjà,

pour mieux s'y opposer. Il a joué un rôle très important durant la guerre de Libye qu'il a vainement tenté d'arrêter avec l'aide de nombreux généraux d'active. Ensemble, ils représentent un courant non négligeable d'officiers supérieurs qui refusent de voir mourir leurs hommes dans des aventures extérieures qui ne servent pas les intérêts des États-Unis, mais ceux de quelques idéologues proches d'Israël. Ils feront donc tout pour empêcher une guerre en Syrie et ils disposent de plus de leviers qu'on ne le croit pour influencer la politique mondiale. Le président Bachar Al-Assad n'est pas comme son père. Ce n'est pas un autocrate. Il gouverne avec une équipe. La stratégie de son gouvernement consiste d'une part à préserver la paix civile face aux tentatives de déstabilisation et de division confessionnelle ; et d'autre part à renforcer ses alliances, principalement avec l'Iran, la Russie et la Chine.

La Nouvelle République : *Un constat qui s'impose dans ces troubles que connaît le monde arabe, que ce soit en Tunisie, en Égypte, en Libye et maintenant en Syrie, c'est cette « réconciliation » de l'Occident avec les mouvances islamistes pourtant combattues. D'après vous, quels sont les tenants et les aboutissants dans ce nouveau jeu occidental ?*

Thierry Meyssan : Je ne pense pas que les islamistes aient jamais été vus comme des ennemis par l'Occident. Historiquement, tous les empires ont eu besoin d'eux pour limiter les résistances nationales. C'était le cas avec les Ottomans, comme avec les Français et les Anglais. Souvenez-vous que la France n'a jamais appliqué la loi de séparation de l'Église et de l'État (1905) en Algérie. Elle s'est au contraire appuyée sur les mosquées pour asseoir son autorité. Les Anglo-saxons ont toujours fait de même. Plus encore, les États-Unis ont créé des mouvements islamiques dans les années 80 avec l'espoir de provoquer un conflit de civilisations entre le monde musulman et l'Union soviétique. C'était la stratégie de Bernard Lewis, mise en œuvre par Zbigniew Brzezinski, et théorisée pour le grand public par Samuel Huntington. Cela a donné Al-Qaïda. Ces gens ont défendu les intérêts de l'empire américain en Afghanistan, en Yougoslavie, en Tchétchénie, et plus récemment en Irak, en Libye et maintenant en Syrie. Abdelhakim Belhaj, qu'Ayman Al-Zawahiri avait nommé

numéro 3 Al-Qaïda lorsque le Groupe islamique combattant en Libye a été absorbé par Al-Qaida, est aujourd'hui gouverneur militaire de Tripoli et commandant de l'armée syrienne libre. Il s'affiche sans complexe comme l'homme de l'Otan et exige que le MI6 qui l'a torturé lui rende des comptes. Quant aux Frères musulmans que Washington porte aujourd'hui au pouvoir en Tunisie, en Libye et en Égypte, et qu'il voudrait installer en Syrie, ils sont historiquement liés au MI6. Ils avaient été conçus par Hassan Al-Banna pour combattre les Anglais, mais ils ont été utilisés par les Anglais pour combattre Nasser. Aujourd'hui, ils croulent sous les subventions du Conseil de coopération du Golfe, ce qui n'est pas un signe d'indépendance.

La Nouvelle République : *Si demain le régime de Bachar Al-Assad venait à chuter, quelles en seraient les répercussions sur l'axe de la résistance Téhéran-Hezbollah-Hamas ?*

Thierry Meyssan : Les États-Uniens ne font pas mystère que, s'ils parvenaient à détruire la Syrie – je dis à « détruire la Syrie », car la question de la résistance va bien au-delà de la personne du président Al-Assad – ils poursuivraient la guerre en attaquant immédiatement l'Iran. Par conséquent, la chute de la Syrie ouvrirait une période de grande instabilité susceptible de dégénérer en conflit mondial.

La Nouvelle République : *Dans ce conflit syrien, la Turquie a pris parti et adhéré totalement aux thèses de l'opposition syrienne pro-occidentale. Bannissant le régime syrien, le présentant comme étant en train de tuer son peuple, refusant de voir les manifestations de soutien au président syrien, dénigrant la dimension armée de la contestation, et allant même jusqu'à refuser aux opposants de l'intérieur le statut de représentants du peuple syrien, le réservant à ceux du Conseil national syrien. D'après-vous, comment expliquer ce revirement ?*

Thierry Meyssan : Nous avons tous oublié que la Turquie est membre de l'Otan. L'armée turque est supplétive de celle des États-Unis. Par le passé, c'est d'ailleurs elle qui a sauvé les États-Unis en Corée. La Turquie abrite des bases états-uniennes et vient d'accepter que le Pentagone transfère sur son territoire les

bases de l'Otan actuellement stationnées en Espagne, et installe de nouveaux radars destinés à surveiller l'Iran. Depuis un siècle, les dirigeants turcs multiplient les erreurs politiques. Erdogan espère devenir le gendarme de la région comme l'avaient fait avant lui le shah Reza Pahlevi et Saddam Hussein. L'Histoire a montré comment les États-Unis traitent ceux qui les servent : ils les utilisent, puis les éliminent.

Chérif Abdedaïm

Documents joints



La Nouvelle République du 27 décembre 2011
(PDF – 1.7 Mo)

Source : « « La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David le 15 septembre 2001 » », par Chérif Abdedaïm, *Réseau Voltaire*, 27 décembre 2011, www.voltairenet.org/a172244